Réponse de l'OCT à la LCR

Le bureau politique de la LCR a envoyé à l'OCT, à l'occasion de notre IIIe Congrès, deux textes sur les principales questions de fond qui, à ses yeux, rapprochent ou divisent nos organisations.

La confrontation entre deux des principaux courants de l'extrême gauche française ne peut qu'être utile, et nous souhaitons qu'elle se développe. C'est pourquoi, au-delà de cette réponse, forcément très courte faute de temps, nous développerons nos positions dans un prochain numéro de Critique communiste.

Encore faut-il qu'il s'agisse bien d'une confrontation entre la LCR et l'OCT. Or le BP de la LCR ne s'est adressé jusqu'ici, à l'évidence, qu'à une partie des courants de l'OCT, ceux qui ont été minoritaires en définitive. Dans ces conditions, les propositions de fusion qui nous sont faites relèvent plus d'une vulgaire tentative de débauchage que d'une volonté réelle de recomposition de l'extrême gauche. Au moment où chacun critique le tacticisme, où des milliers de révolutionnaires mettent en cause certains aspects du fonctionnement des organisations d'extrême gauche, ces procédés nous semblent superflus.

Une situation politique toute rose ?

La LCR affirme que, malgré l'échec de mars 78, les combats décisifs sont toujours devant nous. Nous le pensons aussi.

Mais ce ne serait pas préparer sérieusement ces combats que de ne pas tenir compte des éléments négatifs apparus depuis plusieurs années et accentués depuis un an. Pour n'en citer que quelques-uns : l'isolement de certaines catégories (immigrés, chômeurs), la progression des réflexes corporatistes, l'évolution de toutes les directions syndicales vers une adaptation à la crise, le recul d'une partie des courants de gauche du mouvement ouvrier...

Mars 78 a accentué ces tendances, en permettant à la bourgeoisie de prendre nettement l'initiative. Mais, et c'est là une contradiction au plein sens du terme, le pouvoir n'est parvenu ni à briser la combativité ouvrière, ni à juguler la radicalisation de la société française en rétablissant un véritable consensus social.

Nous devons donc travailler à reconstruire, à partir du bas, l'unité et la capacité de lutte des travailleurs, pour préparer autrement qu'en paroles un affrontement d'ensemble. Mais la LCR nous paraît suivre une démarche inverse : rien n'aurait changé, malgré quelques précautions de langage, et il suffirait de faire sauter le verrou instauré par les directions réformistes pour que les masses se lancent à l'assaut du régime !

La rapidité avec laquelle la LCR est revenue, après un congrès où cette position avait été critiquée, à la logique de l'appel aux partis de gauche pour qu'ils prennent leurs responsabilités et se portent candidats au pouvoir, montre à quel point une analyse erronée de la situation sert de justification à une démarche de plus en plus propagandiste.

A propos du front unique

Le texte adressé à notre congrès précise que, pour la LCR, « le but stratégique est bien l'unification et l'indépendance de la classe et la tactique de front unique n'est qu'un moyen ». Pourtant, le même texte fait de la référence au front unique, désormais pierre de touche des positions de la LCR, un moyen de se situer dans « la continuité des premiers congrès de l'Internationale communiste ». C'est même le principal critère dont use la LCR pour distinguer les véritables révolutionnaires et démasquer les « centristes ».

Le minimum consisterait pourtant, si l'on en croit la première affirmation, à rechercher ce que la politique fixée en 1921 par la IIIe Internationale comportait de réponse concrète (et

jamais pratiquée) à une conjoncture précise, et de problèmatique plus générale. A moins de se contenter de répéter les mots en se moquant du contenu et, par exemple, d'invoquer l'unité entre communistes et social-démocrates pronée par l'IC pour justifier le front unique par procuration, les appels de la LCR à l'unité des réformistes entre eux.

A nos yeux, non seulement l'unité des directions réformistes n'est pas un gage suffisant d'une véritable unité ouvrière, mais, tant que les révolutionnaires sont très minoritaires, ce type d'unité est loin de susciter par lui-même un progrès de l'indépendance de classe du prolétariat. Ainsi, aujourd'hui, les travailleurs sont divisés, notamment par la division du PC et du PS, mais d'abord par la politique de conciliation, d'attentisme, de collaboration de classe que ceux-ci pratiquent séparément après l'avoir pratiquée ensemble au temps du Programme commun.

C'est pourquoi, comme nous l'avons voté à notre congrès : « Nous recherchons la convergence avec les réformistes, à condition qu'elle soit favorable à l'action de masse (...) Nous menons bataille pour leur imposer les exigences de la mobilisation, ce qui peut inclure une bataille à l'unité entre les organisations de masse concernées... » Mais nous œuvrons en même temps à la construction d'une alternative indépendante, en agissant avec les courants de rupture, en nous efforçant « de reconstituer, même à une échelle limitée, les capacités sociales à agir frontalement contre le pouvoir et sa politique ».

Nous sommes loin d'une position qui consiste à proclamer ce que les réformistes devraient faire, et à répéter qu'ils devraient le faire ensemble.

Et l'Internationale ?

Nous sommes, quant à nous, partisans de la construction d'une internationale révolutionnaire implantée de façon significative. Mais identifier cela à une quelconque croissance de la IVe Internationale, conçue comme noyau initial, relève, à nos yeux, d'une forme bizarre de mysticisme.

Nous œuvrons actuellement, dans le cadre de la campagne contre l'Europe du capital, pour l'unité des travailleurs, à la coordination et à la confrontation de la plupart des principales forces révolutionnaires européennes. La IVe Internationale, de son côté, s'est montrée fort discrète dans la dénonciation

effective des institutions européennes, clé de toute campagne véritablement internationaliste. Et si les « acquis programmatiques de la IVe » sont si décisifs, à quoi donc pensait la LCR en signant, en France, l'accord qu'elle a passé avec *Lutte ouvrière* ?

Pour le bureau politique de l'OCT
Dominique Gréoux